



Date de dépôt : 2 juin 2026

Rapport

de la commission de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et du sport chargée d'étudier la proposition de motion de Sébastien Desfayes, Thierry Arn, Patricia Bidaux, Jacques Blondin, Alia Chaker Mangeat, François Erard, Jean-Marc Guinchard, Cédric Jeanneret, Philippe de Rougemont, Julien Nicolet-dit-Félix, Angèle-Marie Habiyakare, Sophie Bobillier, Yves de Matteis, Uzma Khamis Vannini : Pour une éducation à la citoyenneté vivante et participative à l'école !

Rapport de majorité de Thierry Arn (page 4)

Rapport de minorité de Christo Ivanov (page 38)

Proposition de motion (3135-A)

Pour une éducation à la citoyenneté vivante et participative à l'école !

Le GRAND CONSEIL de la République et canton de Genève
considérant :

- l'art. 10, al. 1, lettre d LIP qui dispose que l'un des objectifs de l'école publique est de préparer chacun à participer à la vie sociale, culturelle, civique, politique et économique du pays, en affermissant le sens de la responsabilité, la faculté de discernement et l'indépendance de jugement ;
- la mission fondamentale de l'instruction publique dans la construction d'un esprit critique, informé et engagé parmi les élèves et futurs citoyens de notre canton ;
- que ce rôle éducatif, inscrit dans le Plan d'études romand (PER), reste trop souvent théorique et morcelé dans une approche transversale et pluridisciplinaire ;
- le faible nombre de périodes de cours d'éducation à la citoyenneté dispensées à l'école primaire (une période hebdomadaire en 7P et 8P) ainsi qu'au cycle d'orientation (secondaire I) ;
- que de nombreuses études démontrent le lien fort entre degrés de « *sophistication politique* » du citoyen, c'est-à-dire de son niveau de connaissance des institutions et des enjeux d'un scrutin, et taux de participation démocratique ;
- l'indifférence croissante de la population face à l'exercice des droits politiques, participant au renforcement d'un manque de légitimité des décisions prises et d'une défiance envers le monde politique en général ;
- que l'apprentissage de la participation citoyenne dès le plus jeune âge doit se vivre dans la durée et un ancrage plus concret qu'à travers des ateliers thématiques et périodiques ;
- que de nombreux élèves quittent l'école obligatoire sans connaître les mécanismes de base de la démocratie suisse, le fonctionnement des institutions ou les droits fondamentaux garantis par la Constitution ;
- que les défis démocratiques contemporains (désinformation, désaffection politique, extrémismes, individualisme) exigent une réponse éducative forte, inclusive et participative dès le plus jeune âge ;

- que les principes d'égalité des chances, de respect de l'autre, d'esprit critique et de participation citoyenne doivent être enseignés aussi par l'expérience démocratique vécue à l'école ;
- que Genève dispose, certes, d'initiatives publiques ponctuelles et prometteuses, mais manque d'un cadrage institutionnel plus structuré et ambitieux, nécessaire pour garantir leur pérennité et leur généralisation,

invite le Conseil d'Etat

- à proposer une stratégie cantonale renforçant l'éducation à la citoyenneté dans l'enseignement primaire ainsi qu'au cycle d'orientation (secondaire I et II), intégrant notamment :
 - un renforcement substantiel des périodes de cours d'éducation citoyenne de la 7^P à la fin de l'école obligatoire, à part entière ou dans le cadre des cours d'histoire ;
 - la généralisation des conseils de classe élus et d'établissement avec un rôle délibératif réel ;
 - des cours de décryptage et de lecture critique des médias plus approfondis et dispensés en collaboration avec des professionnels des médias ;
 - la mise en place d'un « parcours citoyen » cantonal combinant enseignement théorique et activités pratiques tout au long de la scolarité obligatoire ;
- à garantir que l'histoire suisse et l'histoire genevoise soient enseignées tout au long de la scolarité obligatoire ;
- à doter chaque établissement d'un référent citoyenneté parmi le corps enseignant, responsable du pilotage et du suivi des actions citoyennes, en lien avec la direction et les équipes éducatives ;
- à mettre en place une évaluation périodique des élèves sur leur compréhension de la démocratie suisse.

RAPPORT DE LA MAJORITÉ

Rapport de Thierry Arn

La commission de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et du sport a traité la M 3135 lors de ses séances des 22 et 29 avril 2026 ainsi que celle du 6 mai 2026, sous la présidence de M^{me} Francine de Planta et de la vice-présidence de M^{me} Laura Mach. Les procès-verbaux ont été tenus par M^{me} Pauline Ley et les débats se sont déroulés en présence de M^{me} la conseillère d'Etat Anne Hiltbold chargée du DIP. Etaient également présentes : M^{mes} Isabelle Vuillemin, directrice du service enseignement et évaluation, et Nadia Keckeis, directrice du SESAC. Que toutes ses personnes soient ici remerciées pour leur travail.

Résumé pour lecteur pressé

Lors de ses travaux, la commission a procédé à trois auditions. Dans un premier temps, M. Sébastien Desfayes, premier signataire, suivi de celle du DIP, par l'intermédiaire de M^{me} Anne Hiltbold, conseillère d'Etat, de M^{me} Nadia Keckeis, directrice du SESAC, et de M^{me} Isabelle Vuillemin, directrice du service enseignement et évaluation. La commission a finalement entendu le Conseil de la jeunesse, lequel a également pu faire valoir son point de vue sur les enjeux liés à la participation citoyenne des jeunes.

Les débats ont porté sur la nécessité de renforcer l'éducation à la citoyenneté à l'école face aux défis contemporains que constituent la désinformation, la baisse de participation politique, le recul de l'engagement associatif et le besoin de développer l'esprit critique chez les élèves. Les auteurs de la motion ont plaidé pour une approche plus structurée et visible de l'éducation citoyenne, comprenant notamment un renforcement des enseignements liés aux institutions, à l'histoire suisse et genevoise, au débat démocratique, à l'analyse critique des médias ainsi qu'à la participation concrète des élèves à la vie scolaire.

Les représentants du DIP ont pour leur part rappelé que de nombreux dispositifs existent déjà tout au long de la scolarité obligatoire et postobligatoire : enseignements transversaux, débats, votes blancs, projets participatifs, éducation aux médias, conseils d'élèves, visites institutionnelles et activités immersives. Ils ont souligné que le département s'était doté en 2024 d'un document-cadre intitulé « L'éducation à la citoyenneté au cœur de l'action publique », visant précisément à renforcer la cohérence et la visibilité

de ces démarches. Les auditions ont également mis en évidence la nécessité de mieux valoriser les actions déjà menées dans les établissements, tout en poursuivant les efforts en matière d'esprit critique, de participation des jeunes et d'éducation aux médias numériques.

Au terme de ses travaux, la majorité de la commission a considéré que cette motion avait le mérite de réaffirmer l'importance fondamentale de l'éducation à la citoyenneté dans une société démocratique et pluraliste. Elle a estimé que les invites proposées s'inscrivaient globalement dans les orientations déjà engagées par le DIP et pouvaient contribuer à renforcer la lisibilité, la continuité et la portée des actions existantes. La motion a dès lors été acceptée par la majorité de la commission.

Séance du mercredi 22 avril 2026 – Présentation de la motion par M. Sébastien Desfayes, premier signataire

La présidente souhaite la bienvenue à M. Desfayes pour parler de la M 3135 concernant l'éducation à la citoyenneté.

M. Desfayes prend la parole et précise en préambule qu'il n'est pas spécialiste du DIP ni du domaine de l'éducation, qu'il comprend mal les acronymes du département, mais indique avoir constaté dans sa pratique professionnelle, notamment en tant qu'examineur pour des examens professionnels, une dégradation du niveau général. Il relève que cette dégradation se manifeste également selon lui sur le plan de la citoyenneté. Il dit compter sur la conseillère d'Etat, sur le département ainsi que sur les membres de la commission pour relever des défis qu'il estime nombreux en matière d'instruction publique. Il affirme que l'éducation à la citoyenneté est fondamentale et indique que son parti a déposé le texte en se fondant sur trois prémisses principales, en précisant qu'il en existe d'autres. Il évoque en premier lieu une désaffection pour la politique, notamment visible à travers le taux de participation, qu'il qualifie d'effondrement et qu'il considère comme la conséquence d'une absence de véritable éducation à la citoyenneté. Il ouvre une parenthèse sur la distinction entre citoyenneté et civisme, indiquant avoir été interrogé au sein de son parti pour ne pas avoir utilisé le terme de civisme. Il précise que, selon lui, le civisme n'est que la conséquence de la citoyenneté, et rappelle que, depuis la Révolution française, le citoyen n'est plus un sujet mais une personne disposant de droits et d'obligations, appelée à se comporter en conséquence, c'est-à-dire avec civisme. Il évoque en deuxième élément de préoccupation l'affaire de Vernier, encore en cours, mais dont certains faits seraient déjà établis. Il indique que des personnes ont, selon lui, peu respecté leurs obligations citoyennes et les principes de la démocratie. Il considère que le fait de brader ses droits durement acquis par les anciens est inacceptable et

inquiétant, et il estime nécessaire d'apporter une réponse à cette problématique. Il aborde en troisième point un échange avec une amie enseignante de son parti, qui lui aurait rapporté que certains élèves, notamment masculins, s'interrogeaient sur le fait qu'une femme puisse leur donner des cours. Il précise qu'il ne s'agissait pas d'une remarque malveillante ni d'une attaque contre l'enseignante, mais d'une interrogation, qu'il juge révélatrice d'un problème d'éducation citoyenne. Il ajoute que, selon lui, une bonne éducation citoyenne devrait rendre ce type d'interrogation inexistant.

La présidente demande une précision sur ce point.

M. Desfayes reformule en indiquant qu'il s'agissait de la remise en question, par certains élèves, du fait qu'une femme puisse enseigner. Il insiste sur le fait que cette interrogation n'aurait pas lieu d'être dans un contexte de formation citoyenne adéquate. Il se réfère ensuite à l'article 10 de la loi sur l'instruction publique, selon lequel l'un des objectifs de l'école est de préparer chacun à participer à la vie sociale, culturelle, civique, politique et économique du pays. Il souligne qu'il ne s'agit pas uniquement de former des sujets ou des individus, mais des citoyens dotés d'un esprit critique. Il insiste à plusieurs reprises sur l'importance de l'esprit critique dans une démocratie, qu'il définit comme la capacité à remettre en cause certains dogmes, à défendre des opinions et à disposer des compétences nécessaires pour argumenter. Il cite à titre historique le régime de Vichy, en rappelant que l'un de ses objectifs aurait été de faire disparaître l'esprit critique, et il oppose cette logique à celle qu'il défend pour l'école genevoise. Il affirme vouloir former les élèves de l'école publique genevoise à l'esprit critique et au débat.

Il développe ensuite les propositions de la motion. Il propose en premier lieu le renforcement des cours d'éducation à la citoyenneté, en augmentant leur volume et en les reliant, le cas échéant, aux cours d'histoire. Il insiste sur la nécessité d'enseigner les institutions, le fonctionnement de la démocratie, ainsi que l'importance du droit de vote et les raisons d'être du système démocratique suisse et genevois. Il illustre son propos en évoquant une confusion observée entre certaines institutions genevoises, y compris chez des adultes, et estime qu'un enseignement structuré sur ce point est nécessaire. Il propose ensuite la généralisation des conseils de classe, en précisant que ceux-ci existent déjà mais qu'ils lui paraissent aujourd'hui parfois réduits à un rôle formel. Il souhaite des conseils de classe véritablement délibératifs, permettant aux élèves d'apprendre à argumenter, débattre, prendre la parole en public, écouter et respecter des opinions différentes. Il aborde ensuite la question de la surcharge d'informations et des fake news circulant notamment via les réseaux sociaux, et propose un apprentissage du décryptage des médias ainsi qu'une lecture critique de l'information. Il propose la mise en place d'un parcours

citoyen débutant en 7P et progressif jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire, visant à structurer l'apprentissage des institutions et de la vie citoyenne du canton et du pays. Il développe ensuite un deuxième axe relatif à l'histoire suisse et genevoise. Il précise ne pas être spécialiste de l'instruction publique, mais se présente comme une personne extérieure au système permettant, selon lui, d'en percevoir certaines carences. Il relève que des notions historiques telles que le Sonderbund ou 1515 ne sont plus connues des jeunes générations, ce qu'il juge préoccupant. Il insiste sur la richesse de l'histoire suisse et genevoise, qu'il estime essentielle pour comprendre la situation actuelle. Il décrit Genève comme une ville-monde caractérisée par une forte diversité, qu'il considère comme une richesse, et souligne la nécessité de comprendre l'histoire pour appréhender les défis actuels. Il cite le XIX^e siècle et la Constitution de 1848, qu'il présente comme une révolution institutionnelle réussie sans violences majeures comparées à d'autres pays européens. Il évoque également la capacité de la Suisse à faire cohabiter des populations, cultures et religions différentes, qu'il qualifie de miracle suisse. Il en déduit que la connaissance de l'histoire permet de respecter le canton et le pays et d'éclairer les enjeux contemporains. Il ajoute ensuite deux derniers points à la motion. Il propose la désignation d'un référent en citoyenneté, afin de structurer l'enseignement de cette thématique comme une branche à part entière, et non comme un contenu uniquement transversal. Il propose enfin la mise en place d'une évaluation périodique des élèves, sans nécessairement recourir à une note, afin de suivre leur compréhension de la citoyenneté, de la démocratie et des institutions genevoises et suisses. Il conclut en indiquant rester à disposition pour répondre aux questions.

La présidente remercie M. Desfayes de sa présentation et passe aux questions des députés.

Un député (PLR) relève que la proposition de motion tombe à point nommé, tout en indiquant qu'il partage une préoccupation inverse, considérant que l'école n'a pas vocation à assurer les objectifs décrits. Il cite à titre d'exemple le dispositif « GE de loi » mis en place par le DIP, qu'il présente comme un outil d'éducation à la citoyenneté, dans lequel des conseillers scientifiques interviennent pour expliquer aux élèves le fonctionnement des projets de lois et des référendums. Il mentionne les personnes impliquées dans ce dispositif : Rodrigue Eckert, Alexandre Grobet, Jean-René Guénée ainsi que Julien Nicolet-dit-Félix, qui est co-auteur de la motion avec M. Desfayes. Il s'interroge dès lors sur le fait qu'un enseignant du DIP, également député cantonal, signe une telle motion, alors que ces contenus relèveraient selon lui déjà de ses fonctions professionnelles.

M. Desfayes répond que plusieurs éléments sont contenus dans la question. Il invoque en premier lieu le principe de subsidiarité, estimant que l'Etat ne devrait pas intervenir lorsque des corps intermédiaires sont en mesure d'apporter des réponses. Il affirme qu'il existait auparavant des structures intermédiaires assumant un rôle dans l'éducation à la citoyenneté. Il cite à titre d'exemple les cercles familiaux et certaines organisations politiques de jeunesse, notamment les jeunes démocrates-chrétiens, qui dispensaient selon lui une formation précoce aux institutions, à la prise de parole et à la vie politique. Il mentionne également, à titre comparatif, la jeunesse communiste en France et ses activités de formation militante, qu'il décrit comme ayant permis l'acquisition précoce de compétences politiques, avant d'indiquer que ces structures n'existent plus aujourd'hui.

Un député (PLR) l'interrompt pour demander si la disparition de ces structures constitue un problème.

M. Desfayes répond par l'affirmative, estimant que, sans éducation à la citoyenneté, il n'existe plus de socle commun de valeurs permettant de faire le lien entre les individus. Il insiste sur l'importance de ce socle pour la cohésion sociale. Il précise ensuite que Julien Nicolet-dit-Félix n'est pas co-auteur mais cosignataire de la motion, qui est une proposition centriste émanant de son groupe, et il exprime sa satisfaction quant au soutien des Verts à ce texte.

Un député (PLR) considère que les éléments demandés sont déjà mis en œuvre au sein du département. Il indique qu'il serait intéressé par des données statistiques du DIP concernant notamment le nombre de débats organisés.

La présidente rappelle que ces questions seront adressées ultérieurement au DIP, et elle précise que les questions doivent à ce stade être adressées à M. Desfayes, le département intervenant dans un second temps si le temps le permet.

Une députée (Ve) le remercie pour le texte, qu'elle juge intéressant, et indique partager le constat d'une diminution de l'intérêt pour la politique. Elle précise ne pas vouloir formuler une attaque, mais s'interroge sur la cohérence du propos au regard du traitement réservé à l'Assemblée citoyenne, notamment à travers une motion portée par le parti du Centre ayant conduit à son annulation un mois avant son lancement. Elle rappelle que des dizaines de jeunes avaient été convoqués, que des travailleurs sociaux avaient été mobilisés et que des ressources financières avaient été engagées. Elle indique comprendre et soutenir l'idée d'un renforcement du parcours citoyen à l'école, mais s'interroge sur la position consistant à considérer que la participation citoyenne des adultes devrait être limitée au rôle des élus, estimant percevoir une contradiction dans cette approche.

M. Desfayes répond qu'il s'agit selon lui de deux démarches cohérentes. Il considère que l'éducation à la citoyenneté consiste à comprendre les institutions telles qu'elles existent. Il rappelle que ces institutions sont définies par la constitution cantonale et il estime qu'il n'est pas souhaitable de créer une confusion dans le processus décisionnel. Il rappelle l'existence des trois pouvoirs, exécutif, judiciaire et législatif, ce dernier étant exercé par le Grand Conseil. Il indique que, selon lui, la mise en place de l'Assemblée citoyenne introduisait une forme de confusion dans un système institutionnel déjà complexe. Il estime qu'elle pouvait laisser croire à une participation directe des citoyens au processus décisionnel, ce qu'il juge problématique. Il précise que cette position a motivé un vote contre le dispositif, tout en considérant cette approche comme cohérente avec sa vision des institutions.

Une députée (Ve) estime pour sa part que l'Assemblée citoyenne a été mal comprise, son objectif n'étant pas de constituer un contre-pouvoir mais de formuler des propositions pouvant ensuite être reprises par les élus du Grand Conseil. Elle regrette la situation et évoque l'existence d'un double discours.

Un député (PLR) demande des précisions quant aux demandes de la motion au regard des dispositifs déjà existants, relevant que de nombreux éléments mentionnés semblent déjà en place, notamment l'éducation à la citoyenneté, l'histoire, la géographie, ainsi que les conseils de classe et d'établissement. Il s'interroge dès lors sur ce qui est concrètement attendu de différent, en relevant que les invites portent sur des dispositifs qui paraissent pour l'essentiel déjà existants, même s'ils pourraient éventuellement être mal mis en œuvre.

M. Desfayes répond que, sauf erreur de sa part, les cours d'éducation à la citoyenneté seraient actuellement dispensés uniquement en 7P et 8P, et non au-delà, alors que la motion vise une continuité jusqu'à la fin de la scolarité obligatoire. Il ajoute que, si les conseils de classe existent effectivement, ils ne correspondraient pas à la forme qu'il préconise. Il relève également l'absence d'un référent à la citoyenneté. Il indique par ailleurs avoir l'impression, tout en laissant la possibilité que le DIP le contredise, que les cours d'histoire suisse et genevoise ne sont pas donnés de manière continue tout au long de la scolarité obligatoire, mais de façon ponctuelle, ce qu'il juge insuffisant. Il exprime son étonnement face au manque de connaissances historiques suisses et genevoises constaté chez les personnes sortant du système scolaire. Il affirme dès lors ne pas considérer que les éléments proposés soient déjà mis en place, ou seulement partiellement. Il estime que, s'ils existent, ils devraient être modifiés dans le sens de la motion. Il conclut en considérant que, si le système actuel ne permet ni une bonne connaissance de l'histoire, ni une participation civique suffisante, ni une compréhension adéquate du statut de citoyen, alors une modification du système s'impose.

Un député (MCG) partage une perception similaire et indique constater que les jeunes d'aujourd'hui présenteraient, selon son expérience, des lacunes en matière de connaissances de l'hymne suisse, en relevant qu'au moment de son service militaire, les personnes ne connaissant pas l'hymne étaient principalement issues du canton de Genève. Il estime que les Genevois seraient également ceux présentant des manquements en matière d'histoire suisse et genevoise. Il demande si l'introduction de l'hymne suisse à l'école, notamment dans le cadre des cours ou des chorales, pourrait être envisagée et il sollicite l'avis de M. Desfayes à ce sujet.

M. Desfayes répond qu'il s'agit d'une très bonne question. Il indique que lui non plus ne connaissait pas l'hymne national avant son service militaire. Il appelle toutefois à la prudence concernant l'usage des hymnes nationaux, en estimant qu'il convient de faire preuve de patriotisme sans tomber dans le nationalisme. Il met en garde contre le risque de dérive vers une forme de nationalisme si l'on accorde une place trop centrale à ce type de chant sous le drapeau. Il conclut en indiquant qu'une telle proposition peut être soumise à la commission afin d'en examiner la pertinence.

Un député (MCG) réaffirme l'importance, selon lui, de la connaissance de l'histoire suisse par les jeunes, et considère que l'apprentissage de l'hymne suisse pourrait constituer un élément positif, notamment en amont du service militaire, en relevant que les Genevois sont régulièrement interpellés sur ce point par des recrues d'autres cantons.

Un député (PLR) indique qu'une question écrite déposée par Guy Mettan le 12 février 2026 porte sur l'enseignement de l'histoire suisse aux élèves et il aimerait savoir si M. Desfayes en a pris connaissance ainsi que de la réponse y relative.

M. Desfayes répond par la négative, précisant ne pas avoir consulté cette question ni sa réponse, la motion ayant été préparée en juin 2025.

M^{me} Hiltbold invite les députés à prendre connaissance de la réponse mentionnée.

La présidente demande de fournir la référence.

Un député (PLR) précise qu'il s'agit de la QUE 2327, avec une réponse datée du 18 mars 2026.

M. Desfayes indique qu'il lira cette réponse avec intérêt, tout en estimant que la question initiale ne surgit pas sans raison et en supposant que Guy Mettan a pu constater certains éléments rejoignant les préoccupations évoquées, notamment un éventuel dysfonctionnement malgré l'existence de cours.

Un député (PLR) conteste cette lecture et indique au contraire que la situation serait différente. Il exprime un scepticisme général quant à la démarche proposée dans la motion, estimant qu'elle conduirait le département à sélectionner des intervenants pour des débats dans les établissements, ce qu'il illustre par des exemples personnels qu'il dit avoir critiqués en raison d'une répartition partisane qu'il juge inappropriée. Il considère dès lors que l'Etat et le DIP ne devraient pas intervenir dans ce domaine et que la participation citoyenne doit rester indépendante de l'action étatique financée par l'impôt.

M. Desfayes répond que cette position comporterait un risque de vide en matière d'apprentissage de la citoyenneté, en se demandant qui en assurerait alors la transmission.

Un député (PLR) rétorque que ce vide serait déjà comblé et évoque l'existence de pratiques qu'il critique, notamment celle d'un député Vert. Il affirme également que la séparation des pouvoirs et l'article 24 devraient constituer des bases de l'enseignement civique.

La présidente intervient et annonce la clôture de l'échange sur ce point.

Un député (S) conteste cette clôture, estimant qu'un député a formulé à plusieurs reprises des attaques à l'encontre d'un collègue absent sur une question déjà tranchée juridiquement. Il rappelle l'existence d'un avis de droit du professeur Bellanger concluant à l'absence de violation de l'article 24. Il déplore le caractère répétitif et inapproprié des interventions d'un député (PLR) et l'invite s'il est en désaccord à saisir le Bureau.

La présidente précise en réponse à un député qui s'interrogeait sur le fait qu'un député impliqué dans la réponse à la problématique signe une motion portant sur l'efficacité du dispositif, sans intention de mise en cause de l'article 24.

Un député (S) demande de comprendre la notion de désaffection politique évoquée, en relevant qu'il n'y a jamais eu autant de personnes inscrites sur les listes électorales, ce qui lui semble contredire les propos tenus.

M. Desfayes répond qu'il convient de distinguer deux niveaux, cantonal et communal. Il indique qu'au niveau communal, une désaffection particulièrement préoccupante est observée, les citoyens semblant moins enclins à s'investir dans la politique de proximité, ce qu'il interprète comme un problème de citoyenneté. Il estime en effet qu'il n'existe pas d'engagement plus citoyen que celui portant sur la vie communale. Il précise que, selon lui, l'augmentation constatée concerne davantage les listes électorales cantonales. Il ajoute s'être interrogé sur les causes possibles de cette évolution, évoquant notamment l'influence des réseaux sociaux et une tendance à l'individualisme. Il développe l'idée selon laquelle, dans le cadre des élections cantonales, une

dimension de reconnaissance et de statut pourrait jouer un rôle, l'engagement pouvant être mis en valeur sur les réseaux sociaux, ce qui conduirait selon lui à une forme de motivation davantage tournée vers soi que vers la collectivité. Il précise qu'il s'agit d'une hypothèse personnelle qu'il ne considère pas comme certaine.

Un député (S) suggère que cette évolution pourrait s'expliquer plus largement par des facteurs extérieurs à la citoyenneté politique, tels que la transformation des modes de vie, les contraintes professionnelles, la diminution du temps disponible, ainsi qu'une évolution des priorités individuelles incluant les loisirs et les voyages. Il estime que le phénomène pourrait relever d'un changement global d'organisation de la vie plutôt que d'un désintérêt politique spécifique, étant donné que cette situation est similaire dans le monde associatif.

M. Desfayes répond qu'il partage en partie cette analyse. Il ajoute toutefois, en développant une autre lecture, que l'engagement associatif constitue également un acte citoyen et un geste de générosité envers autrui, réalisé sans recherche de reconnaissance ni d'avantage personnel. Il relève que ce type d'engagement tend également à diminuer et qu'il constitue une composante importante de la citoyenneté.

Discussion interne

Un député (PLR) s'interroge sur l'existence d'évaluations portant sur les effets des cours d'éducation à la citoyenneté, notamment sur les résultats et sur l'évolution des connaissances des élèves relatives au système institutionnel. Il relève que les éléments qui concernent les dispositifs existants seront sans doute présentés par le département, mais il demande s'il existe des suivis permettant de mesurer leur impact.

M^{me} Hiltbold reformule la question en indiquant qu'il s'agit de savoir si les mesures mises en place ces dernières années ont fait l'objet d'évaluations permettant d'en mesurer l'évolution. Elle indique ne pas être certaine de l'existence d'études en la matière. Elle précise toutefois qu'un document-cadre intitulé « L'éducation à la citoyenneté au cœur de l'action publique », validé en 2024 et mis en ligne¹, sera transmis à la commission afin d'en prendre connaissance avant la séance de la semaine suivante. Elle ajoute que le Conseil de la jeunesse s'est également exprimé par écrit, en partageant majoritairement le constat d'un manque d'éducation citoyenne, tout en relevant les évolutions intervenues, notamment à la suite des directives du DIP. Elle indique que la

¹ <https://www.ge.ch/document/document-cadre-education-citoyennete>

lettre du Conseil de la jeunesse sera transmise avec le document-cadre et elle suggère, si la commission le souhaite, leur audition.

La présidente indique qu'une audition du Conseil de la jeunesse pourra être organisée la semaine suivante.

Séance du mercredi 29 avril 2026 – Audition du DIP et du Conseil de la jeunesse

M^{me} Hiltbold indique que la position du DIP sur ce sujet, qu'elle qualifie d'intéressant, va être transmise. Elle rappelle que le département s'était déjà brièvement exprimé sur cette motion la semaine précédente. Elle précise que cette présentation s'appuie sur un PowerPoint destiné à montrer ce qui est fait aujourd'hui ainsi que sur le document-cadre existant, également transmis à la commission. Elle expose qu'il s'agit d'un document-cadre important sur l'éducation à la citoyenneté, datant de 2024, désormais en ligne. Sans plus attendre, elle cède la présentation du sujet à M^{me} Keckeis. M^{me} Hiltbold ajoute que le département a également été auditionné au niveau fédéral sur la question de la participation des jeunes, dans le cadre de la Commission de la science, de l'éducation et de la culture du Conseil national, afin d'expliquer ce que Genève faisait en matière d'éducation à la citoyenneté.

M^{me} Keckeis indique qu'il s'agit d'une présentation rapide et rappelle que tous les membres de la commission disposent du document-cadre, lequel constitue la base de travail du DIP en matière d'éducation à la citoyenneté. Elle relève que, concrètement, la motion a raison sur un point : les jeunes votent moins que la population en général. Elle ajoute toutefois que l'élément intéressant réside dans la forte diminution de l'écart observé, celui-ci étant passé de 17,7 points en 2015 à 11,6 points d'écart. Elle estime qu'une véritable évolution du vote de la jeunesse peut ainsi être constatée aujourd'hui. M^{me} Keckeis souligne également que, selon une récente enquête, 86% des jeunes indiquent qu'ils voteront prochainement. Elle en déduit qu'ils savent qu'ils peuvent voter et que la question ne réside pas dans une méconnaissance de ce droit. Elle précise qu'il s'agit d'un phénomène différent, davantage lié à l'intérêt suscité par la votation ou au fait que le moment d'entrée dans le vote est beaucoup plus tardif. Elle expose qu'un jeune commence souvent à voter lorsque sa vie de famille est stabilisée, sa première préoccupation étant d'abord d'avoir un travail, éventuellement un logement, puis de fonder une famille. Elle indique que c'est à ce moment-là que les jeunes se stabilisent et recommencent à voter. M^{me} Keckeis ajoute qu'un autre élément important ressort d'une petite analyse effectuée à partir de tous les votes fédéraux depuis 1972. Elle indique qu'aucune diminution drastique du vote n'apparaît. Elle précise qu'en 1972, bien que le taux ait naturellement évolué selon les

votations, celui-ci reste à peu près du même ordre, ce qui signifie concrètement qu'en presque 50 ans, la population continue de voter. Elle en déduit que les jeunes formés dans les années 1970, 1980 et 1990 votent aujourd'hui. Elle réaffirme qu'à un moment donné, la jeunesse vote moins, ce qui est exact, mais que ce constat doit être replacé dans un phénomène temporel plus large. Elle considère également comme important de relever que les jeunes diversifient de plus en plus leur engagement. Elle indique que, lorsqu'il est question d'éducation à la citoyenneté, le phénomène ne se limite pas au fait de savoir voter ou de connaître les institutions, mais englobe aussi l'ensemble de l'engagement sociétal et social, notamment par le bénévolat et par l'associatif. Elle précise qu'il s'agit de domaines dans lesquels les jeunes s'engagent très volontiers et fréquemment.

M^{me} Keckeis expose que le DIP retient une définition très large de l'éducation à la citoyenneté, cette éducation ne pouvant être appréhendée globalement comme le seul devoir de l'école publique. Elle indique que l'implication dans la politique ou dans la citoyenneté est souvent précédée par un facteur déclencheur, lequel peut être lié à des discussions en famille, à un engagement associatif, à des éléments vus à l'école ou encore à la visite de la salle du Grand Conseil. Elle relève qu'un élément déclencheur entraîne fréquemment une implication dans la citoyenneté. Selon elle, cet élément peut être lié à la vie familiale, aux loisirs, aux pairs, ainsi qu'à ce qui est appris à l'école. Elle insiste sur le fait qu'il faut toujours prendre en compte, lorsqu'il est question d'éducation à la citoyenneté, les éléments provenant de l'ensemble du contexte global de vie. Elle précise que ces éléments se nourrissent mutuellement, s'interpénètrent, puis forment ce qu'elle appelle un cercle cumulatif d'expériences. Elle indique que ce cercle se construit dans la famille, dans le social, dans l'associatif, et qu'il permet d'acquérir progressivement des compétences et des connaissances conduisant à une véritable vie de citoyen éclairé, prenant part à la vie sociale et à la vie de société.

S'agissant du cadre institutionnel du DIP, M^{me} Keckeis rappelle que plusieurs motions ont porté sur ce sujet. Elle indique qu'il s'agit d'un véritable sujet de préoccupation, dans la mesure où se pose la question du citoyen qui est en train d'être formé. Elle précise qu'il s'agit d'une préoccupation présente au sein de la commission, mais également au niveau fédéral et dans d'autres cantons. Elle résume cette interrogation par la question de savoir quel type de jeune citoyen doit être formé. Elle expose qu'en 2024, sous l'impulsion de la conseillère d'Etat, a été développé le document-cadre intitulé « L'éducation à la citoyenneté au cœur de l'action publique », lequel constitue le document posant les lignes fondamentales du DIP. Elle précise que ce cadre définit la manière dont le département envisage l'éducation à la citoyenneté dans l'école,

mais aussi hors de l'école. M^{me} Keckeis indique que les différents plans d'études seront présentés et qu'un parcours citoyen tout à fait cohérent est proposé, partant de la première primaire jusqu'au secondaire II, puis à la fin du secondaire II. Elle affirme que ce cursus existe. Elle ajoute qu'il est important de préciser qu'en matière de citoyenneté, les élèves ne font pas forcément le lien entre certaines activités et l'éducation à la citoyenneté. Elle cite notamment la visite de la salle du Grand Conseil, qui n'est pas nécessairement perçue par eux comme relevant de cette éducation. Elle relève que, de ce fait, de nombreuses pratiques, activités, visites et débats ont effectivement lieu, sans être labellisés comme de l'éducation à la citoyenneté. Elle indique que cela explique parfois l'impression que rien ne se passe. Elle affirme que beaucoup de choses se font, tout en reconnaissant que celles-ci sont peut-être un peu perdues et ne sont pas forcément labellisées de manière très claire.

S'agissant des apprentissages, qu'ils interviennent dans un contexte scolaire ou hors scolaire, M^{me} Keckeis indique qu'il convient de distinguer trois différentes pratiques, soit trois manières d'apprendre ou d'acquérir des connaissances en citoyenneté. Elle mentionne en premier lieu les apports théoriques, soit tout ce qui peut être appris à l'école : les droits, les devoirs, le cadre légal, ce qu'est la démocratie, ainsi que les institutions cantonales et suisses. Elle relève ensuite l'importance extrême de tout ce qui relève des pratiques citoyennes. Elle indique que de nombreux votes blancs, débats et différentes pratiques de simulation sont organisés au niveau de l'école, mais aussi hors du cadre scolaire. Elle cite à cet égard le Parlement des jeunes à Genève, qui organise chaque année une session comme s'il s'agissait du Grand Conseil. Elle mentionne enfin les enjeux de société, qui apportent des éléments importants tels que le bénévolat, la participation à l'organisation de manifestations, la gestion de projets, et d'autres engagements de même nature. Elle expose que ces expériences permettent d'être, ou de devenir, un citoyen responsable engagé dans un projet pour les autres. M^{me} Keckeis cède ensuite la parole à M^{me} Vuillemin s'agissant du contexte scolaire obligatoire.

M^{me} Vuillemin indique, dans le prolongement de ce qui précède, que ces questions relèvent à la fois des questions transversales et des questions vives traitées dans l'ensemble des disciplines. Elle précise également que les institutions politiques figurent au programme de manière longitudinale. Elle expose qu'une période inscrite à la grille horaire débute en 7P et en 8P, au cours de laquelle le travail est d'abord mené sous l'angle de la proximité avec la commune et le canton. Elle ajoute qu'ensuite, en 9^e, sont abordés la Suisse comme Etat fédéral, les trois pouvoirs ainsi que, notamment, les droits fondamentaux. Elle précise que l'ensemble des prescriptions peut être transmis

si nécessaire. M^{me} Vuillemin indique ensuite que l'enseignement à la citoyenneté s'articule autour de thèmes généraux, mais aussi de thèmes plus précis. Elle précise qu'il existe du matériel dédié ainsi que des séquences pédagogiques réalisées en collaboration avec la chancellerie, notamment dans le cadre du projet Institutions 3D ou encore du GE de lois. S'agissant de l'enseignement dans le contexte scolaire, elle relève l'existence d'enjeux au niveau transversal. Elle explique que, dès lors qu'il n'y a plus de période dédiée, cet enseignement se déploie de manière transversale. Elle précise que le caractère transversal ne signifie ni nulle part ni partout, mais renvoie notamment aux cours d'histoire et de géographie, ainsi qu'à la mobilisation de ces thématiques lorsque certains sujets s'y prêtent, en particulier dans le cadre de la formation générale, dans le développement du vivre ensemble et dans les activités menées en collaboration avec des institutions et la chancellerie, telles que la Semaine de la démocratie ou le concours CinéCivic.

M^{me} Vuillemin relève ensuite qu'un élément qui avait semblé important dans la discussion de la semaine dernière, et qui l'est effectivement, concerne l'enjeu du développement de l'esprit critique. Elle précise que ce développement de l'esprit critique ne s'effectue pas seulement dans les cours de citoyenneté, mais aussi dans l'ensemble de l'éducation aux médias, ainsi que dans le cours d'informatique et d'éducation aux médias. Elle expose que c'est dans ce contexte que les élèves sont invités à distinguer le vrai du faux, à vérifier les sources et à chercher les sources. Elle précise que ce travail commence dès la première primaire, un nouveau moyen d'enseignement ayant été développé à cet effet dès ce niveau. Elle insiste sur le fait qu'il s'agit d'un travail mené de manière explicite au travers de moyens d'enseignement mis à disposition du corps enseignant.

Abordant l'autre question posée, sous l'angle de l'histoire suisse, M^{me} Vuillemin indique que l'histoire nationale figure bien au programme. Elle précise que, lors de l'élaboration des moyens d'enseignement d'histoire, le rédacteur en chef était M. François Walter, qu'elle présente comme un expert de l'Université de Genève, lequel a accompagné l'élaboration de ces moyens d'enseignement. Elle affirme ainsi que l'histoire suisse et l'histoire de Genève font partie du programme de l'école primaire et du cycle d'orientation. A titre d'exemple, elle cite, en 10^e année, les thématiques « 1848 : naissance de la Suisse moderne » et « Construire l'identité de la Suisse moderne ». M^{me} Vuillemin estime important de rappeler que, s'agissant du Cé qu'è lainô et du Cantique suisse, ces éléments figurent également au programme et dans les prescriptions. Elle précise que certaines strophes du Cé qu'è lainô doivent être enseignées, et donc apprises, en 7P et 8P, de même que pour le Cantique suisse. Elle indique que cela répondait à une motion ou à une question urgente

tendant à introduire l'enseignement de l'histoire suisse dans le programme, ainsi que les strophes du Cé qu'è lainô. Elle relève de nouveau que cela fait partie du programme et admet que des écarts peuvent parfois exister entre le réel et le prescrit. Elle souligne toutefois que, dans la documentation, il s'agit bien d'un élément demandé. M^{me} Vuillemin ajoute que l'épisode genevois de l'Escalade est également étudié en 10^e année du cycle d'orientation dans le cadre des réformes religieuses du XVI^e siècle. Elle indique encore qu'au niveau du cycle élémentaire, un support intitulé « Un monde en fêtes » a été élaboré en coordination avec une édition externe. Elle précise que ce support permet d'étudier plusieurs fêtes civiles et religieuses, notamment le lien avec la Fête nationale, le Jeûne genevois, l'Escalade ou encore le Jour de la Réformation. Elle conclut que ces éléments sont inscrits comme tels dans le programme, qu'il s'agisse soit des cours d'histoire, soit des cours de citoyenneté, ou encore d'apprentissages menés de manière transversale.

M^{me} Keckeis poursuit en indiquant qu'au secondaire II, tout ce qui est mis en place depuis la fin de l'école primaire se poursuit avec une cohérence dans l'approfondissement des différents aspects présentés. Elle précise que, concrètement, ces éléments sont intégrés dans la formation générale, que ce soit en droit, en histoire, en géographie ou en économie, notamment au collège. Elle ajoute que, dans la formation professionnelle, ils sont intégrés dans la culture générale. M^{me} Keckeis relève qu'un aspect qu'elle trouve assez passionnant tient au fait qu'il est parfois considéré qu'en culture générale, pour les apprentis, rien ne se passe, mais elle affirme au contraire qu'il s'y passe des choses assez extraordinaires. Elle indique que de nombreux débats sont organisés, par exemple avec Genève Débat. Elle ajoute que, dans le cadre du festival Explore Demain, sont régulièrement organisées des prises de parole d'apprentis venant présenter ce qu'ils font. Elle précise que cela se fait au niveau de la culture générale. Elle en déduit que des expériences de citoyenneté sont proposées aux apprentis et qu'une véritable continuité est assurée avec ce qu'ils ont acquis en primaire et au cycle d'orientation. Elle expose que, concrètement, le français et la philosophie permettent également de travailler tout ce qui relève de l'esprit critique et d'apprendre à argumenter. Elle souligne qu'il s'agit d'éléments vraiment importants qui se poursuivent. Elle indique qu'il est ainsi toujours revenu à ce cercle cumulatif, en ce sens que ce qui a commencé à être appris est approfondi et continuellement poursuivi, toujours accompagné d'expériences.

Poursuivant son propos, M^{me} Keckeis aborde les activités immersives. Elle indique que ces activités constituent peut-être souvent l'instant ou le moment où les élèves peuvent véritablement entrer dans un apprentissage réel consistant à se mettre en situation par rapport à l'éducation à la citoyenneté.

Elle mentionne à cet égard un jeu récemment testé, réalisé par Avenir Suisse, intitulé *Democratia*. Elle précise que ce jeu peut être téléchargé sur internet et permet à de nombreux élèves de le tester. Elle ajoute qu'il permet également d'ouvrir une discussion, de développer et de commencer des échanges sur ce que sont les partis, sur la manière de développer des idées, ainsi que sur la manière dont une société devrait fonctionner ensemble. M^{me} Keckeis indique que le DIP dispose ainsi de ce genre d'outils, soit des outils utilisant des supports tout à fait actuels pour débattre et discuter de ces questions. Elle précise avoir inséré quelques chiffres dans la présentation afin de permettre à la commission de se rendre compte de l'ampleur de ces activités. Elle relève qu'il n'y a certes pas 88 000 élèves qui bénéficient d'activités immersives, mais que plus de 5000 élèves du secondaire participent à Genève Débat, que plus de 3000 élèves participent à des débats, et que des centaines d'élèves participent à des journées à thème. M^{me} Keckeis ajoute qu'il se développe aujourd'hui, par exemple, de nombreux conseils d'élèves, de projets de cour verte, consistant à réaménager la cour des écoles primaires. Elle précise qu'il s'agit typiquement d'actes participatifs, dans la mesure où des discussions sont menées avec les élèves sur ce qu'ils souhaitent dans leur cour, puis où ils coconstruisent avec des architectes les aménagements à y réaliser. Elle affirme qu'il se passe ainsi beaucoup de choses et que de nombreux projets se développent. Elle renvoie également à la dernière page du document-cadre, dans laquelle de nombreux éléments rappellent tout ce qui se passe à l'école.

M^{me} Vuillemin ajoute qu'un exemple pouvant être donné pour cette année concerne le cadre de la fête des écoles. Elle indique que les élèves de 8P de la Ville de Genève chantent au Victoria Hall. Elle précise que la chanson a été rédigée, inventée et élaborée par une classe. Elle ajoute qu'en présence de six chansons, celles-ci ont ensuite été diffusées à l'ensemble des classes de 8P de la Ville de Genève et qu'un vote a été organisé. Elle indique que la chanson qui sera chantée dans le cadre de la Fête des écoles cette année est celle qui a obtenu le plus de voix. M^{me} Vuillemin estime qu'il s'agit aussi d'une manière de pratiquer la citoyenneté.

M^{me} Keckeis indique que la participation constitue un terme fréquemment employé. Elle précise que la Confédération a récemment développé un concept à ce sujet, visant à déterminer comment une institution publique peut faire participer les jeunes à ses décisions ou à l'organisation de certaines actions. Elle expose que, au niveau du DIP, deux types de participation ont été définis. Elle décrit la participation-action, dans laquelle les élèves ou un groupe de jeunes contribuent à la définition d'un projet et participent également à sa mise en œuvre. Elle présente ensuite la participation-concertation, dans laquelle il s'agit de solliciter l'avis des jeunes, sans qu'ils participent à la réalisation.

M^{me} Keckeis souligne que la participation constitue une démarche particulièrement intéressante pour une entité apprenante, permettant de se développer et d'intégrer un autre point de vue sur les actions en cours. Elle insiste sur le caractère enrichissant du travail avec les jeunes. Elle indique que le DIP collabore désormais régulièrement avec le Conseil de la jeunesse et elle relève que ces échanges sont à chaque fois positifs, les jeunes apportant un regard différent. Elle précise que des accords ou désaccords peuvent subsister quant à la mise en œuvre, mais elle estime que la discussion et l'échange constituent en eux-mêmes un apport extrêmement précieux pour une institution publique.

Elle évoque ensuite certaines perspectives. Elle indique que le document-cadre n'est peut-être pas suffisamment diffusé et qu'un effort de communication devrait être entrepris afin d'en améliorer la connaissance. M^{me} Keckeis précise également la volonté de suivre, en matière de participation des jeunes, les démarches mises en place par la Confédération, notamment par la mise en œuvre d'une forme de liste de contrôle permettant d'identifier les sujets susceptibles d'intéresser les jeunes et de constituer des groupes avec lesquels échanger. Elle cite à titre d'exemple le travail mené par l'ex-office cantonal de la culture autour du concept de la carte 20 ans 20 francs. Elle indique qu'un travail important a été réalisé avec Espace Entreprise, consistant d'abord à interroger les jeunes sur leurs attentes, les modalités envisagées et les changements souhaités. Elle relève que cette démarche a permis de faire émerger des éléments particulièrement intéressants. M^{me} Keckeis encourage les institutions cantonales à travailler avec la jeunesse, en raison du regard différent qu'elle apporte. Elle indique que de nombreuses activités seront développées, tant sous forme de débats en ligne que hors ligne. Elle relève que, dans la sphère virtuelle, les jeunes tendent à oublier que les droits et devoirs applicables dans la sphère physique demeurent valables. Elle souligne l'importance de travailler sur cet aspect, qu'elle considère comme un enjeu encore à développer.

M^{me} Keckeis insiste sur la nécessité de privilégier les expériences vécues, notamment en organisant des visites et des rencontres, afin de susciter un élément déclencheur d'intérêt chez les jeunes. Elle ajoute qu'il convient de mieux mettre en valeur les initiatives, en particulier celles issues des instances participatives d'élèves. Elle précise que chaque école ou établissement dispose d'une telle instance, qui formule des propositions et contribue à la vie de l'établissement, tout en relevant que ces activités ne sont pas toujours connues. En conclusion, M^{me} Keckeis indique que la motion vient renforcer des constats déjà établis par le DIP. Elle considère qu'elle permet de réaffirmer le caractère primordial et nécessaire de l'éducation à la citoyenneté sous toutes ses formes.

Elle précise que le document-cadre du DIP expose clairement les orientations que le département entend poursuivre. Elle souligne que ce document constitue une base concrète permettant de développer des initiatives et de travailler de manière cohérente. Elle ajoute que le DIP dispose désormais d'un cadre solide, d'outils pédagogiques, d'une variété d'instruments et de nombreuses propositions d'activités destinées aux élèves. Elle en déduit que de nombreux éléments existent déjà en matière d'éducation à la citoyenneté. M^{me} Keckeis indique enfin que l'enjeu de la motion et de ses invites consiste plutôt à déterminer s'il convient de faire davantage ou s'il s'agit avant tout de mieux faire et de mieux valoriser l'existant.

La vice-présidente remercie les intervenantes pour la présentation, puis passe aux questions.

Une députée (Ve) relève qu'au début de la présentation, l'accent a surtout été mis sur les taux de participation aux élections et aux votations fédérales, avec l'indication que la situation serait globalement satisfaisante. Elle observe toutefois qu'à la lecture des statistiques cantonales de l'Office de la statistique, la participation à Genève apparaît en baisse régulière et demeure toujours inférieure à la participation au niveau fédéral. Elle indique qu'elle aurait souhaité qu'un mot soit également consacré au canton, dès lors que c'est cet échelon qui intéresse aujourd'hui la commission.

M^{me} Keckeis répond qu'au niveau cantonal, il est constaté une augmentation de la participation des jeunes, en ce sens que l'écart entre la participation générale et celle des jeunes est passé de 17,7 à 11,6. Elle indique qu'une diminution réelle de l'écart peut ainsi être observée, ce qui signifie selon elle que les jeunes participent davantage aujourd'hui. Elle précise toutefois que cette participation demeure inférieure à celle observée au niveau fédéral.

Une députée (Ve) relève néanmoins qu'il ressort de l'Office de la statistique une tendance générale à la baisse.

M^{me} Keckeis conteste cette lecture et indique qu'il s'agit plutôt de fluctuations. Elle précise que, du côté de la chancellerie, un tableau montre qu'en 2003 le niveau de vote était exactement du même ordre, puis qu'ensuite la participation fluctue constamment. Elle admet toutefois que cette question demeure effectivement une préoccupation.

Une députée (Ve) rappelle ensuite que la M 3135 date de juin 2025 et qu'elle faisait suite au taux historiquement bas de la votation du 18 mai 2025, lequel s'élevait à 28%. Elle souhaite savoir si, à la suite de cette votation, des analyses ont été menées sur les tendances observées, notamment afin de déterminer si la faible participation concernait plutôt les jeunes, les moins

jeunes ou encore si elle était liée au sujet soumis au vote. Elle demande si une analyse particulière a été réalisée sur cette date, dès lors qu'il s'agissait apparemment d'un niveau de participation jamais vu par rapport aux autres votations.

M^{me} Keckeis indique que de telles analyses n'ont pas été réalisées au sein du DIP, mais précise que la chancellerie procède à ce type d'analyse. Elle ajoute ne pas savoir si cela a été fait à ce moment-là.

Une députée (Ve) rappelle ensuite avoir déjà évoqué ce point lors de la dernière séance. Elle indique être particulièrement choquée que cette motion, déposée précisément à la suite de cette faible participation, l'ait été par le même groupe, qui a ensuite proposé, un an plus tard, d'annuler l'assemblée citoyenne, proposition suivie par le Conseil d'Etat. Elle souligne qu'une motion n'est pas contraignante et dit trouver cette situation assez incroyable. Elle souhaite interroger le département au sujet de l'assemblée citoyenne. Elle relève avoir pris connaissance de l'ensemble des communiqués de presse mettant en avant le nombre important d'inscriptions, le succès de la démarche et l'enthousiasme qu'elle suscitait. Elle demande si, au niveau du DIP, un retour des jeunes a été reçu à ce sujet. Elle relève que M^{me} Keckeis a évoqué l'existence de déclencheurs et estime, pour sa part, que cette annulation peut constituer un déclencheur négatif, dans la mesure où il est demandé aux jeunes de donner leur avis avant que cette possibilité ne disparaisse finalement. Elle souhaite savoir si un retour a été enregistré.

M^{me} Keckeis répond que le président du Conseil de la jeunesse, qui sera auditionné tout à l'heure, faisait partie du groupe préparatoire de l'assemblée citoyenne et indique qu'il conviendra de lui poser la question. Elle précise que, pour le surplus, aucun retour n'a été reçu.

M^{me} Hiltbold ajoute que, s'agissant de cette décision, la question doit être adressée au magistrat chargé de cette consultation. Elle précise qu'il s'agit d'une décision du Conseil d'Etat, prise par le magistrat concerné. Elle indique qu'il est ensuite loisible à chacun de penser ce qu'il veut du positionnement politique des uns et des autres. Elle précise toutefois que, s'agissant des remontées des jeunes, aucun élément n'est parvenu jusqu'au département.

Un député (S) indique qu'il s'agit d'un sujet sur lequel il s'est beaucoup engagé, notamment au travers du droit de vote à 16 ans, déposé à deux reprises sans succès, avec l'idée qu'une troisième tentative pourrait éventuellement suivre. Il précise que cette question lui paraît intrinsèquement liée au sujet discuté. Il relève qu'en matière de participation, un effet particulier peut être observé : le passage à la pratique à 18 ans s'accompagne d'une participation légèrement meilleure au départ. Il ajoute que c'est ensuite que cette

participation décroche, avant de remonter avec le phénomène de sociabilisation qui amène à la participation. Il souligne ainsi que les 18-19 ans participent un peu mieux au tout début. Selon son interprétation, cela présente un lien fort avec la nouveauté, avec le fait même de participer, ainsi qu'avec le lien avec l'apprentissage théorique intervenu juste avant. Un député (S) indique ensuite souhaiter formuler une question quelque peu critique. Il relève avoir lu le rapport, qu'il qualifie d'assez complet. Il rappelle qu'à l'époque où il était plus jeune, il était davantage invité par des établissements appréciant la venue de jeunes politiciens. Il indique avoir alors recueilli plusieurs témoignages d'enseignants éprouvant des difficultés à organiser ce type d'activités et se montrant parfois critiques, en expliquant qu'ils n'étaient pas beaucoup incités à le faire. Il mentionne des situations dans lesquelles des enseignants souhaitaient organiser des votes blancs ou des débats sans que cela soit toujours facilité, soit dans les établissements, soit peut-être au niveau du département de l'instruction publique. Il précise que cela remonte déjà à quelques années, mais indique continuer à s'interroger à ce sujet. Il expose que sa question porte précisément sur ce point. Il relève qu'il existe de nombreuses initiatives individuelles et dit être surpris par ce qu'il perçoit comme une logique assez décentralisée. Selon lui, la mise en place de ce type d'initiatives dépend finalement beaucoup du bon vouloir et de l'initiative de certains enseignants, qu'il s'agisse d'organiser un débat en classe, un débat pour toute l'école ou encore un vote blanc. Il estime qu'il en résulte que certains établissements passent totalement à la trappe et que certains élèves n'auront jamais de débat en classe ni de vote blanc, alors que d'autres ont la chance d'avoir des enseignants qui portent ces démarches. Un député (S) demande dès lors si le DIP n'aurait pas intérêt à aller plus loin en inscrivant véritablement dans le cursus certains critères minimaux, par exemple un vote blanc organisé chaque année par établissement, indépendamment du bon vouloir d'un enseignant, ainsi qu'au moins un débat annuel. Il évoque aussi la possibilité d'un appui au niveau de la DGEO pour aider à ce type de mise en œuvre. Il réaffirme que l'élément qui lui remonte du terrain est celui d'une pratique parfois présente, parfois absente, laissée à la motivation individuelle de chacun.

M^{me} Hiltbold répond qu'il s'agit de pistes qui avaient été réfléchies et jugées extrêmement intéressantes. Elle souligne toutefois la délicatesse de leur mise en œuvre. Elle relève qu'il est attendu des enseignants qu'ils demeurent neutres, qu'ils ne diffusent pas de messages personnels ni ne donnent leur avis, alors même qu'il leur serait demandé d'exposer les différents arguments du pour et du contre. Elle ajoute que des retours de certains parents interviennent régulièrement, ceux-ci estimant parfois que les éléments ont été mal transmis

ou qu'il s'agirait de propagande. Elle insiste dès lors sur la nécessité d'une organisation très rigoureuse et indique qu'il avait été ressenti que cela n'était pas si simple à faire. M^{me} Hiltpold ajoute que, si une modalité est imposée, se pose ensuite la question de la manière dont elle sera reçue. Elle relève qu'il est plus compliqué d'imposer que de proposer. Elle mentionne également la difficulté tenant au choix du sujet : pourquoi tel sujet plutôt qu'un autre ? Elle indique que, s'il ne s'agit pas de sujets de votation effectifs sur lesquels la population vote réellement, la démarche est peut-être plus simple. Dans ce cas, elle estime qu'il serait presque envisageable de travailler sur le fait que les élèves proposent eux-mêmes des sujets de votes blancs. Elle rappelle néanmoins qu'en dehors de ce cadre, le sujet demeure assez sensible. Elle mentionne également toute la polémique observée dans le canton de Vaud autour de la présence d'élus et de candidats dans les écoles. Elle précise que la position du département consiste à considérer cela comme intéressant, à condition que ce soit équilibré, que le département soit informé afin de savoir ce qu'il se passe et qu'un équilibre puisse être garanti.

M^{me} Keckeis indique qu'il a jusqu'à présent toujours été considéré que l'enseignant fait probablement mieux son travail lorsqu'il peut lui-même décider des activités qu'il mène. Elle précise qu'une activité n'a pas forcément de sens dans toutes les classes et qu'elle devrait être adaptée selon le contexte. Elle relève qu'aucune consigne n'a donc été posée en ce sens. Elle indique que la question s'était notamment posée avec Genève Débat, mais qu'il existe un véritable risque, lorsqu'un enseignant est forcé de faire une activité qui ne correspond ni à ce qu'il souhaite mener ni au cadre de son programme, d'aboutir à un effet plutôt négatif. Elle souligne dès lors la complexité d'une telle imposition. M^{me} Keckeis ajoute qu'il est toujours intéressant d'avoir l'impression que tout le monde ne bénéficie pas des mêmes choses, mais que, lorsque des études sont menées, il apparaît souvent que des actions existent effectivement. Elle indique qu'une réflexion similaire avait été menée pour la culture, afin de vérifier si toutes les écoles avaient réellement accès aux mêmes offres. Elle précise qu'un pointage approfondi et une très grosse étude avaient alors été réalisés, lesquels ont montré que oui, des choses existent partout, y compris hors pipeline, sans être visibles parce qu'elles ne sont pas organisées de manière centralisée. Elle explique que c'est pour cette raison qu'il est toujours très difficile d'affirmer qu'il n'y aurait pas d'activités. Elle ajoute ne pas avoir entendu de problèmes particuliers concernant les débats ou le développement de telles démarches et dit avoir l'impression que, lorsqu'une personne souhaite faire cela, l'organisation se met assez facilement en place.

M^{me} Vuillemin relève que l'enjeu autour de l'autonomie des établissements et de la dimension prescriptive constitue toujours un champ de tension, et pas

seulement dans cette thématique. Elle indique qu'il conviendrait d'identifier ce qui peut faire consensus et ce qui fait sens, les mêmes questions se posant dans d'autres disciplines. Elle ajoute qu'un enjeu important réside aujourd'hui dans la continuité et la cohérence pédagogique tout au long du parcours de l'élève. Elle rappelle que c'est aussi pour cette raison qu'une réflexion avait été menée en termes de parcours, qu'il s'agisse du parcours santé ou du parcours citoyen, afin de déterminer à quels enseignements ou à quelles sensibilisations un élève sortant de l'enseignement obligatoire doit avoir été exposé. Elle estime qu'il s'agit d'un axe qui peut encore continuer à être développé, cette réflexion ayant déjà été engagée. S'agissant de la difficulté évoquée précédemment, M^{me} Vuillemin indique que quelques jalons avaient été posés, avec l'idée qu'il devait y avoir des remontées, un équilibre, un passage par les partis, ainsi qu'un enjeu d'impartialité. Elle précise qu'il s'agissait davantage de jalons que d'interdictions. Elle estime qu'à partir du moment où ce cadre a été partagé, il pourrait être envisagé de le redonner aux directions d'établissement en indiquant que cela est possible et encouragé. Elle précise que cela n'a pas été fait jusqu'à présent, d'autres priorités ayant été traitées, mais elle considère que cela pourrait se faire dans le cadre d'une rentrée scolaire sous forme d'encouragement. Elle rappelle toutefois que, dès lors qu'il s'agit de rendre obligatoire, d'autres types de difficultés apparaissent.

Un député (S) pense qu'une piste qui pourrait paraître utile et pratique concernerait, par exemple pour les votes blancs, la possibilité de tester le vote électronique appelé à être réintroduit. Il évoque l'idée de l'envoyer aux jeunes ou à une volée, ce qui permettrait, sans grandes infrastructures, de regarder avec le département concerné dans quelle mesure ils pourraient servir de bêta-testeurs du vote électronique. Il estime qu'il pourrait s'agir de démarches intéressantes. Il ajoute toutefois que, s'il faut former à l'éducation citoyenne, il est important d'aborder la politique. Il dit comprendre qu'il y aura toujours des critiques sur l'impartialité, mais il considère qu'il n'est pas possible de faire d'omelette sans casser des œufs. Selon lui, si l'on veut parler de citoyenneté et de politique, il faut aborder les vrais sujets et ne pas se limiter à des thèmes qui ne fâchent personne et n'amènent aucun clivage. Un député (S) formule une dernière question sur l'analyse critique des médias, qui figure dans cette motion et qu'il qualifie d'enjeu majeur de la société actuelle. Il demande s'il existe une feuille de route à ce sujet au niveau du DIP, ainsi qu'éventuellement une modification du cursus en préparation. Il estime qu'il s'agit peut-être de l'enjeu du siècle à venir, compte tenu de la question de l'intelligence artificielle et de tout ce qui en découle. Selon lui, cela dépasse la simple sensibilisation pour se situer sur un enjeu fondamental quant à l'évolution de l'instruction publique.

M^{me} Vuillemin répond qu'un gros changement est intervenu au niveau intercantonal puisque, dans le PER, l'éducation aux médias était auparavant positionnée sous l'angle d'une thématique transversale, alors qu'elle est désormais devenue un domaine à part entière. Elle précise que, dès lors qu'il s'agit d'un domaine à part entière, celui-ci doit être évalué et enseigné comme tel. Elle indique que, dans le cadre de cet enseignement, sont intégrés tous les aspects touchant à l'intelligence artificielle ainsi qu'au développement de l'esprit critique, et que cela commence depuis la 1P jusqu'à la fin du cycle d'orientation. M^{me} Vuillemin précise que de nouveaux moyens d'enseignement ont été développés pour Genève de la 1P à la 11^e année et qu'ils reprennent véritablement ces enjeux. Elle indique que des copies peuvent être transmises si cela intéresse la commission. Elle ajoute que demeure ensuite toute la question de l'implémentation, de l'appropriation et de la formation du corps enseignant. Elle précise qu'il serait erroné d'affirmer que tout est en place aujourd'hui. En revanche, elle souligne que les outils ont été donnés, qu'il s'agit d'une vraie préoccupation au niveau du département et que cette question a été saisie comme telle. Elle affirme qu'il s'agit de quelque chose qui a déjà commencé à être mis en œuvre depuis plusieurs années.

Un député (PLR) indique qu'il était déjà relativement dubitatif à l'égard de cette motion, tout en reconnaissant que ses intentions sont certainement tout à fait positives. Il relève en particulier, s'agissant de la question des médias, qu'il convient selon lui de faire confiance aux enseignants plutôt que de prévoir, comme l'indique la première invite, des cours de décryptage dispensés en collaboration avec des professionnels des médias. Il précise qu'après 40 ans de journalisme, il estime être bien placé pour observer que les professionnels des médias ne constituent pas nécessairement la meilleure référence. Il ajoute que, lorsqu'il est aujourd'hui question de médias, il s'agit principalement des réseaux sociaux, non plus des journaux, et très peu de la télévision. Il cite l'exemple de Libération, utilisé selon lui comme référence francophone par Facebook, et indique que cela peut conduire à s'interroger sur la pertinence de tels professionnels. Il considère qu'il vaut mieux que cette formation soit assurée par des enseignants qui, quelles que soient leurs opinions personnelles, sont selon lui bien davantage capables de former. Il précise qu'il ne s'agit là que d'une remarque. Un député (PLR) indique ensuite que sa question portait sur l'histoire suisse et l'histoire genevoise. Il souhaite savoir si ces éléments sont notés. Il précise qu'il conserve de très lointains souvenirs du collège public à Genève et se rappelle que l'histoire suisse représentait une heure de temps en temps, mais ne faisant pas partie des notes d'histoire. Il ajoute garder le souvenir d'une histoire genevoise quasiment absente. Il indique que sa

question vise donc à savoir si ces éléments sont aujourd'hui notés et s'ils font véritablement partie du programme.

M^{me} Vuillemin répond par l'affirmative.

Un député (PLR) indique être dès lors complètement rassuré et il estime qu'il est possible, à son avis, de refuser cette motion.

Un député (PLR) indique souhaiter revenir sur la première question d'un député (S) relative à l'autonomie des établissements. Il relève qu'il est effectivement très compliqué de vouloir faire enseigner ou organiser quelque chose par un enseignant qui ne le souhaite pas. Il précise toutefois que, d'après son expérience, cela dépend énormément des directions d'établissement. Il expose que, lorsqu'un enseignant a la chance d'avoir des directions d'établissement très ouvertes à ce type de démarches, il est possible de faire ce qu'il veut, tandis que d'autres établissements ont moins cette chance. Un député (PLR) indique dès lors que sa question porte plutôt sur l'existence éventuelle d'un message à faire passer de la part du département, consistant à inciter les directions d'établissement en leur indiquant que le département soutiendrait toute initiative allant dans ce sens.

M^{me} Vuillemin répond que c'est précisément pour cette raison qu'elle évoquait la séance de rentrée. Elle précise que, dans son esprit, cela se situait déjà au niveau des directions, dès lors que la direction générale ne rencontre pas elle-même l'ensemble du corps enseignant. Elle indique qu'il serait en revanche possible, dans le cadre de cette séance de rentrée, de remettre un point spécifique sur l'éducation à la citoyenneté, ce qui n'a pas forcément été fait les autres années, de redonner les outils, puis de donner une impulsion en indiquant aux directions qu'elles sont soutenues. Elle ajoute qu'un lien pourrait également être refait sur le site enseignement, sur lequel une part d'outils est mise à disposition. Elle confirme que cela est possible. M^{me} Vuillemin indique rejoindre parfaitement ce constat et souligne qu'il s'agit véritablement aussi d'une question de leadership pédagogique au niveau des directions d'établissement, à savoir ce qu'elles peuvent insuffler et ce qu'elles peuvent soutenir. Elle relève qu'il existe des colorations très différentes d'un établissement à l'autre selon les intérêts en présence et selon le soutien apporté aux différentes initiatives. Elle ajoute que la direction générale a un rôle à jouer pour insuffler cette dynamique et pour indiquer que cette thématique fait partie des prérogatives, en tout cas des priorités de la feuille de route de la conseillère d'Etat, ou encore des injonctions politiques une fois celles-ci votées, afin de signifier qu'un accent doit être mis sur cette dimension.

Un député (PLR) ajoute que cela ne concerne pas uniquement l'éducation à la citoyenneté. Il relève que la même situation se retrouve avec les sorties,

avec les échanges linguistiques et avec de nombreux autres domaines. Il indique que certains passent à côté de tout tandis que d'autres bénéficient de tout, estimant qu'il en va partout ainsi.

Une députée (Ve) indique avoir quelques questions. Elle précise avoir été tout à fait rassurée par le fait qu'un développement de programme existe pour les apprentis. Elle formule dès lors la même question s'agissant des élèves de l'école de commerce avec le nouveau programme, afin de savoir s'ils bénéficient des mêmes possibilités.

M^{me} Keckeis répond qu'ils disposent également d'un cours, tout en indiquant avoir un doute sur son intitulé exact, mais elle précise que ces questions y sont tout à fait abordées.

Un député (PLR) précise qu'il s'agit du cours d'économie et société.

Une députée (Ve) indique ensuite qu'à la relecture des invites, il apparaît que la plupart des demandes ont effectivement été couvertes. Elle précise toutefois souhaiter entendre plus particulièrement le département au sujet de la troisième invite, tendant à doter chaque établissement d'un référent citoyenneté parmi le corps enseignant, responsable du pilotage et du suivi des actions citoyennes. Elle sollicite l'avis des intervenantes sur ce point.

M^{me} Vuillemin répond qu'il convient d'être un peu plus prudent dans l'institutionnalisation de différents référents. Elle relève qu'au cycle d'orientation il y a déjà des spécialistes, le cours d'histoire et de citoyenneté étant donné par un enseignant d'histoire disposant de la formation adéquate, ce qui constitue selon elle un premier élément. Elle ajoute, en deuxième lieu, que les enseignants sont constitués jusqu'à présent en groupes de discipline, avec déjà un président de groupe de discipline faisant office de référent pédagogique. Elle précise qu'au sein de chaque établissement existent également des RD, soit des référents par discipline. M^{me} Vuillemin indique qu'il faut dès lors veiller au rôle supplémentaire qui serait donné à un référent citoyenneté, dans la mesure où, pour toutes les disciplines du plan d'études romand, il existe déjà une organisation avec des présidents de groupe et des RD. Elle indique ne pas voir comment pourrait se justifier un référent supplémentaire. Elle précise qu'un tel dispositif est mis en place lorsqu'il s'agit d'une thématique de type transversal en lien, par exemple, avec des aménagements. Elle cite le cas des élèves dys, relevant qu'il s'agit d'une question concernant l'ensemble des élèves sans constituer une discipline à part entière, ce qui donne du sens à un regroupement auprès d'une même personne de référence. Elle mentionne également toutes les questions d'égalité, qui relèvent elles aussi d'une logique transversale. M^{me} Vuillemin estime en revanche que rajouter une couche supplémentaire alors qu'existent déjà des

RD et une présidence de groupe ferait craindre une superposition des rôles, ainsi que des coûts supplémentaires. Elle précise qu'un enseignant assumant cette responsabilité demanderait des périodes au cachet ou une décharge supplémentaire, dès lors qu'il ne pourrait pas accomplir cette mission dans le cadre ordinaire de ses heures.

M^{me} Hiltbold ajoute que, lors des arbitrages budgétaires annuels, elle reçoit régulièrement des demandes pour davantage de référents, notamment pour les échanges et la mobilité, et relève qu'il existe également ceux de la durabilité. Elle souligne qu'il s'agit en réalité de postes, puisqu'une personne référente bénéficie d'un dégrèvement, n'enseigne pas sur une période et représente donc un coût en postes. Elle précise qu'il ne s'agit pas de dire que les moyens n'existent pas, mais qu'un référent supplémentaire n'est pas jugé absolument indispensable et que cela engendrerait un coût, de sorte que le département préférerait affecter les moyens ailleurs.

Un député (UDC) demande, au regard de ce qui vient d'être indiqué sur les coûts, si un montant pourrait être communiqué.

M^{me} Vuillemin répond qu'elle n'est pas en mesure de le donner immédiatement, mais qu'il sera transmis ultérieurement.

La vice-présidente sollicite ensuite l'avis général du département sur la motion.

M^{me} Hiltbold indique qu'une stratégie cantonale de renforcement de l'éducation à la citoyenneté existe déjà. Elle précise que le département n'est pas spécialement favorable à l'adoption de cette motion. Elle relève que le département comprend que l'éducation citoyenne constitue un sujet sur lequel chacun est attentif et qu'il l'est également. M^{me} Hiltbold ajoute que, si la motion devait être acceptée, la réponse du département consisterait à exposer ce qui vient d'être présenté, à savoir ce qui est déjà fait et ce qui ne peut pas être fait. Elle indique que la question relève dès lors surtout du signal politique qu'emporterait une telle motion. Elle conclut qu'au regard du travail déjà fourni par les uns et les autres, le département est plutôt favorable à ce que cette motion ne soit pas acceptée.

Audition du Conseil de la jeunesse

La vice-présidente indique que la commission procède à l'audition du Conseil de la jeunesse en la présence de M. Alex Martins, président, de M^{me} Nadine Olaru, vice-présidente, et de M. Elias Mahiques, vice-président. Elle rappelle que leur courrier a été reçu et précise qu'ils sont libres de communiquer également à ce sujet. Elle leur cède ensuite la parole à propos de la M 3135.

M. Martins remercie la commission de l'invitation à l'audition. Il tient d'emblée à préciser que ce texte a été traité lors du dernier mandat et qu'un nouveau Conseil de la jeunesse, avec une nouvelle présidence, est désormais en place. Il indique qu'aucune prise de température de l'avis du nouveau conseil n'a encore été effectuée. Il expose que la majorité du conseil du dernier mandat partageait effectivement le constat d'un manque de citoyenneté dans les cours de l'école obligatoire. Il ajoute que cette majorité s'inquiétait également du lien entre le manque de connaissances politiques et la participation dans les bulletins de vote. M. Martins indique que le Conseil considérerait que les efforts devaient se poursuivre afin de faire de l'éducation à la citoyenneté une discipline à part entière. Il précise qu'à ce jour, la nouvelle présidence estime pour sa part qu'il conviendrait de travailler davantage sur l'aspect de l'expérience et de la pratique afin de compléter les aspects théoriques vus en classe. M. Martins relève que les cours de citoyenneté sont, selon leur avis, prématurés pour susciter un intérêt politique dès les premiers cours à l'école primaire. Il indique toutefois qu'ils demeurent essentiels à la compréhension de la vie démocratique et de la société, afin de préparer à devenir un véritable citoyen. Il ajoute qu'à leur sens, des cours de citoyenneté à part entière pourraient être importants durant toutes les années du cycle d'orientation. Revenant sur le taux de participation, M. Martins relève que les jeunes votent évidemment moins que les autres catégories d'âge, mais qu'ils votent le plus souvent lorsqu'ils se sentent intéressés, lorsqu'ils estiment qu'il est pertinent pour eux de voter et lorsqu'ils se sentent touchés par les enjeux. Il ajoute que cette jeunesse ne manque pas de s'engager dans d'autres domaines qui l'intéressent, avec des formes d'engagement différentes.

M. Mahiques indique qu'il lui paraît juste et bon de relever que la citoyenneté, et notamment le décryptage des informations et des médias cité dans la motion, est en théorie enseignée dans le cadre du cours médias et image en 11^e. Il estime qu'il pourrait être proposé d'approfondir ce sujet, qu'il juge important dans la mesure où les médias et tout ce qui s'y trouve contribuent notamment à la polarisation de la société et au relais d'informations fausses. M. Mahiques précise toutefois qu'un problème demeure. Il indique que de nombreux membres du Conseil de la jeunesse actuellement au cycle d'orientation, ainsi que plusieurs témoignages qu'il a pu recueillir, notamment celui de son petit frère, rapportent que tous les enseignants ne dispensent pas véritablement des cours médias et image dans lesquels un décryptage de l'information est proposé. Il expose qu'à la place, certains font par exemple de l'art visuel, des quiz, ou parlent de la manière de faire une publicité. Il en déduit que tous les enseignants ne sont pas correctement formés et que certains

profitent dès lors de ce cours pour mener d'autres activités, alors même qu'il pourrait être capital pour la formation du futur citoyen.

M^{me} Olaru indique souhaiter compléter les propos de la présidence en mettant l'accent sur la nécessité de rendre l'éducation à la citoyenneté plus concrète. Elle relève qu'aujourd'hui, cet enseignement existe déjà, mais qu'il reste selon elle beaucoup trop théorique selon les établissements. Elle estime que les élèves ont parfois de la difficulté à assimiler des notions uniquement théoriques et à les transposer dans la vie réelle, ce qui montre la nécessité de les relier davantage à des situations concrètes. M^{me} Olaru indique que, pour renforcer cela, il ne s'agit pas seulement d'augmenter le nombre de cours, mais de relier davantage cet enseignement à des situations concrètes, par exemple en intégrant plus d'analyses de situations réelles liées à l'actualité politique suisse, en travaillant sur des débats encadrés autour de votations, ou encore en développant des projets dans lesquels les élèves doivent argumenter et prendre position sur des enjeux de société. Elle ajoute qu'il est aussi important de renforcer la lecture des médias et des informations afin de permettre aux élèves de mieux comprendre les enjeux et de se forger une opinion éclairée. M^{me} Olaru estime qu'il pourrait être envisagé d'ajouter des heures de citoyenneté en 10^e et en 11^e du cycle d'orientation, voire également au secondaire II, afin que les élèves disposent réellement des bases nécessaires pour participer à la vie démocratique.

La vice-présidente les remercie pour leurs propos, puis passe aux questions.

Une députée (Ve) indique partir du principe que le Conseil de la jeunesse est au courant de l'existence de l'assemblée citoyenne qui devait être organisée. Elle rappelle que le sujet même de cette assemblée portait sur la participation et sur les moyens de faire participer le peuple aux votations et aux élections. Elle relève ensuite que ce projet de motion a, selon elle, vraisemblablement vu le jour à la suite du score catastrophique enregistré lors d'une votation l'année dernière au mois de mai, au cours de laquelle le taux de participation était tombé historiquement bas à 28%. Elle précise que la motion 3135, objet de la présente audition, a été déposée par un groupe en juin de la même année précisément par souci de ce qui s'était passé. Une députée (Ve) ajoute que ce même groupe a également déposé une résolution tendant à annuler l'assemblée citoyenne qui devait travailler sur la participation citoyenne, résolution qui a été votée par la majorité du centre-droit du Grand Conseil. Elle indique qu'en conséquence tout a été annulé, alors même que plusieurs centaines de personnes s'étaient montrées intéressées et qu'il s'agissait, selon elle, d'un projet exemplaire au regard de tout ce qui avait été déployé par le département pour le mener à bien. Elle indique dès lors avoir souhaité connaître l'opinion du Conseil de la jeunesse sur l'annulation de cette

assemblée citoyenne, ainsi que sur le fait que cette motion soit traitée maintenant.

M. Martins répond que le Conseil de la jeunesse a évidemment été surpris par l'annulation de cette assemblée pour la démocratie. Il précise que le Conseil se situait un peu dans le projet pilote et dans la discussion pour accompagner au besoin la jeunesse. Il indique qu'aucune position officielle n'a été prise. Il précise qu'ils ont pris connaissance de ce qu'il s'est passé et qu'il a également compris qu'une clarification du Conseil d'Etat en charge était attendue afin de savoir comment l'annulation allait intervenir et comment les projets allaient malgré tout être suivis. Il ajoute qu'il n'existe pas de véritable position arrêtée à ce sujet.

Une députée (Ve) demande ensuite si des retours ont néanmoins été reçus de la part des jeunes, relevant qu'une telle annulation pouvait paraître très décevante. Elle souhaite savoir si des réactions sont remontées de la part des jeunes du cycle ou d'ailleurs, ou si finalement cela n'a pas suscité de retours particuliers.

M. Martins répond qu'aucun retour n'a été reçu au niveau de la jeunesse.

Un député (LC) indique que la commission a entendu le département juste avant, lequel a présenté l'ensemble de ce qui est déjà mis en place. Il souhaite savoir si, du point de vue du Conseil de la jeunesse, cela va assez loin. Il relève que les retours du terrain font plutôt apparaître que les jeunes ne votent actuellement pas assez et il rappelle que c'était notamment la base de cette motion, fondée sur l'existence de manquements. Il demande dès lors si, selon eux, le département et les enseignants en font assez ou non.

M. Martins répond que, de son point de vue, cela dépend un peu de l'enseignant sur lequel l'élève tombe. Il indique que certains enseignants vont vouloir s'y investir pleinement et expliquer la matière lorsqu'ils le souhaitent, tandis que d'autres décident de faire autre chose. Il relève qu'il n'existe pas, selon ce qu'il observe, de véritable contrôle à ce sujet. Il rappelle ensuite considérer qu'il est un peu prématuré d'aborder ces questions en 7P-8P, tout en précisant qu'à titre personnel cela ne lui paraissait pas prématuré puisqu'il était déjà intéressé. Il estime toutefois qu'en y revenant en 10^e et en 11^e comme piqure de rappel, un nouvel intérêt pourrait être suscité. Il ajoute que, précisément, un cumul de pratique, d'expérience et de théorie peut peut-être créer une révélation intérieure.

Un député (LC) relève qu'il existe effectivement des enseignants qui en font plus que d'autres. Il souhaite ensuite savoir si les conseils de classe constituent quelque chose qui se fait réellement ou si cela dépend également

du bon vouloir de l'enseignant. Il demande si ce dispositif est régulier et s'il est apprécié par les élèves.

M. Martins répond qu'à titre personnel, il bénéficiait d'un tel conseil au cycle d'orientation. Il précise que, dans son école actuelle, soit le Collège André-Chavanne, il existe aussi un conseil d'établissement. Il indique savoir que les élèves qui y participaient étaient contents de pouvoir contribuer à faire un petit peu changer l'école et de donner simplement l'avis des élèves à la direction. Il précise que cela fonctionnait bien, tout en ajoutant qu'il ne connaît pas le système des autres établissements.

M. Mahiques précise que, pour eux qui ont été élèves au secondaire I et qui sont maintenant au secondaire II, le conseil de classe correspond à la réunion des doyens, de la direction ainsi que de tous les enseignants d'une classe pour parler des notes et des élèves. Il indique que, dans le cycle où les trois intervenants ont été scolarisés, existait plutôt ce qu'ils appellent le conseil des délégués, dans lequel le doyen du degré se réunissait avec les délégués, au bon vouloir du doyen, afin de parler de certains sujets sur lesquels la classe souhaitait s'exprimer, par exemple la modification de certains éléments matériels comme l'installation d'une horloge dans les classes.

Un député (LC) demande si cela était apprécié des élèves.

M. Mahiques répond que oui, dans la mesure où les élèves voyaient au moins qu'une réponse était donnée par la direction et que celle-ci s'investissait pleinement. Il ajoute que cela était apprécié notamment parce que les élèves constataient que les choses bougeaient.

M. Martins ajoute que la direction était assez attentive, en tout cas dans son conseil. Il indique que cela suscitait aussi pas mal de candidatures. Il précise que, dans leur système, deux élèves par classe étaient désignés et que, dans sa classe, il lui semble qu'il y avait près d'une dizaine de candidats, ce qui révélait une véritable volonté de s'investir.

M^{me} Hiltpold ajoute avoir elle-même rencontré de tels conseils lors de visites de cycles. Elle indique qu'il lui est arrivé, dans certains cycles, de recevoir des délégations d'élèves venant la voir. Elle relève que certains établissements sont un peu plus actifs que d'autres. Elle précise que, dans certains cycles, des élèves sont même venus au département puis ont ensuite écrit à M. Hodggers sur des problématiques de froid ou de température en lien avec une isolation insuffisante du bâtiment, ou encore sur la question des propositions de lecture et de l'éventuelle nécessité de revoir les listes de livres afin d'y intégrer davantage d'auteurs féminines. Elle indique avoir ainsi reçu ce type de propositions par l'intermédiaire de ces conseils de délégués.

Un député (LC) indique avoir une dernière question. Il rappelle que la notion d'élément déclencheur a été évoquée et il souhaite savoir si toutes ces démarches mises en place dans les établissements publics constituent réellement un élément déclencheur chez les jeunes. Il demande si, au regard des candidatures et de l'investissement constaté, cela peut constituer un véritable point de départ vers la citoyenneté dans la vie adulte.

M. Martins répond que cela peut être le cas. Il indique rester sur sa ligne et précise que la présidence partage l'idée selon laquelle c'est justement le cumul de théorie, de pratique et d'expériences qui déclenche cela. Il ajoute qu'à titre personnel, il a commencé à s'intéresser à la politique très tôt, à l'âge de 10 ans. Il rappelle qu'une première explication avait eu lieu en primaire sur la manière dont se déroulaient les votations et sur le fonctionnement du système. Il indique qu'ont ensuite suivi directement les élections municipales de 2020, qui leur avaient permis de regarder et de mettre un peu les pieds sur le terrain pour voir comment cela se passait. Il ajoute qu'une nouvelle piqure de rappel est intervenue en 9^e, ce qui lui a donné l'envie de connaître encore davantage le système puis de s'y intéresser de plus en plus. M. Martins conclut que cela pourrait effectivement constituer un déclencheur et il réaffirme que c'est, selon lui, le cumul de ces éléments qui produit cet effet.

Un député (S) indique que les propos entendus confirment l'impression qu'il avait concernant l'aspect différencié des formations à la citoyenneté pouvant être proposées selon les situations. Il relève également que les auditionnés ont mentionné un besoin sur le plan pratique. Il demande dès lors s'il serait utile que le DIP propose, par exemple, des votes en blanc de manière obligatoire dans le cadre du cursus, en prévoyant que tous les élèves de 11^e effectuent un vote en blanc sur une votation déterminée, éventuellement par voie électronique puisque ce système est en train d'être progressivement remis en place. Il estime qu'un tel dispositif permettrait de disposer d'exercices pratiques accessibles à tous les élèves et non seulement en fonction des classes.

M. Martins répond qu'à son sens cela peut être intéressant lorsqu'un jeune arrive à l'âge de voter, au secondaire II, et qu'une explication claire est donnée sur la manière de voter, sur la façon de procéder et sur le déroulement concret.

M. Mahiques ajoute qu'il pourrait être utile que les enseignants introduisent le sujet de votation, l'expliquent quelque peu, pour qu'un certain intérêt soit ainsi réveillé. Il indique que, dans cette perspective, des votes blancs en 11^e par exemple présenteraient un grand intérêt, dans la mesure où cela permettrait aussi de prendre la température de la jeunesse par rapport à des sujets donnés.

Un député (MCG) adresse des félicitations au Conseil de la jeunesse concernant la dernière séance organisée, dont il estime que le niveau était particulièrement élevé. Il demande ensuite si, en collaboration avec le DIP, il serait pertinent d'organiser dans le cadre du cours de citoyenneté des sessions au sein du Parlement des jeunes avec l'ensemble des écoles, afin d'initier et de former les élèves sur le plan pratique. Il précise que sa question fait suite à la remarque selon laquelle l'enseignement serait actuellement trop théorique, et qu'il s'agirait ainsi de renforcer un aspect pratique et ludique pour les jeunes.

M. Martins indique qu'il existe déjà des débats organisés régulièrement dans le secondaire II avec Genève Débat, permettant aux élèves d'assister à des débats et de mieux en comprendre le fonctionnement. Il ajoute que des débats peuvent également être animés en classe dans ce cadre, ce qui peut constituer une expérience intéressante. Il précise ensuite ne pas se souvenir dans l'immédiat de l'autre élément évoqué dans la question concernant l'aspect pratique.

Un député (MCG) reformule en indiquant que l'idée porte notamment sur le fait d'amener des écoles au sein du parlement, de les y intégrer afin de leur donner envie et de leur montrer concrètement le fonctionnement des institutions. Il estime que cela pourrait susciter le goût de la politique et de la citoyenneté chez les jeunes, et constituer une démarche à la fois ludique et attractive.

M. Martins répond que l'idée est intéressante, tout en relevant que, selon le document-cadre de la citoyenneté, des visites de ce type semblent déjà prévues.

Un député (MCG) précise comprendre l'intérêt des débats en classe, mais il estime que l'expérience vécue au sein du parlement n'a pas la même portée.

M. Mahiques intervient et demande une précision, rappelant que des sessions parlementaires pour jeunes ont été évoquées.

Un député (MCG) confirme qu'il fait référence à des initiatives de ce type, telles que celles organisées au parlement.

M. Mahiques rectifie en indiquant qu'il s'agit du Parlement des jeunes genevois, et non du Conseil de la jeunesse, précisant qu'il s'agit de deux instances distinctes.

Un député (MCG) confirme avoir connaissance de cette distinction et demande si l'idée lui paraît pertinente.

M. Mahiques répond par l'affirmative.

M. Martins indique qu'à la lecture du document-cadre, les activités immersives incluent déjà notamment Genève Débat au niveau du

secondaire II. Il ajoute qu'un renforcement de ces dispositifs lui paraît une piste intéressante et qu'il n'y voit pas d'objection de principe.

Un député (PLR) met en garde contre le fait que de nombreux adultes, notamment dans le milieu politique, parlent au nom des jeunes sans connaître réellement leurs opinions. Il revient ensuite sur la motion et les propositions qu'elle contient. Il rappelle que, lors de l'analyse présentée, il a été relevé à juste titre que les jeunes souhaitent davantage de concret, de lien avec le quotidien et avec la réalité actuelle. Il demande dès lors si le Conseil de la jeunesse dispose de propositions d'actions à transmettre à la commission.

M. Martins indique qu'il convient de se concentrer davantage sur ce qui est déjà réalisé, en lien avec le document-cadre évoqué précédemment. Il ajoute qu'il pourrait être intéressant, à titre d'idée, d'organiser une action citoyenne consistant à regrouper des idées au sein des classes, à identifier ce que les élèves estiment manquer dans leur vie de jeunes, et à travailler sur des simulations, notamment des simulations parlementaires telles que celles réalisées par le Parlement des jeunes.

M. Mahiques indique que les propositions évoquées par un député (S) pourraient également constituer une piste.

Un député (PLR) rappelle qu'il est possible de lancer des pétitions pour soumettre des propositions, lesquelles sont ensuite traitées au parlement.

M^{me} Hiltbold apporte une précision concernant les liens entretenus avec le Conseil de la jeunesse. Elle indique avoir reçu l'ensemble de ses membres lors de leur première séance et précise qu'il existe de nombreux échanges et liens, notamment via le SESAC, qui assure la coordination et encourage les consultations afin de permettre des discussions avec le Conseil, lequel peut ensuite transmettre des propositions sans nécessairement passer par la voie de la pétition. Elle précise que certaines propositions ont déjà été transmises au DSM et que des discussions sont en cours pour améliorer encore les modalités de transmission directe. Elle souligne que ces échanges permettent de relayer des problématiques et d'organiser le lien entre les instances. M^{me} Hiltbold précise que ces démarches ne visent en aucun cas à empêcher le Conseil de la jeunesse de recourir aux pétitions.

Un député (UDC) demande si les jeunes présentent aujourd'hui des préoccupations prioritaires qui pourraient être relevées.

M. Martins indique qu'en termes généraux il est difficile de prendre la température, dans la mesure où il existe de nombreux positionnements différents. Il précise ne pas disposer de témoignages faisant apparaître un sujet plus important qu'un autre et relève que l'ensemble des sujets remontés sont considérés comme importants.

M. Mahiques indique pour sa part que, d'après ce qu'il observe dans son entourage, la majorité des jeunes est préoccupée par une question centrale liée à l'avenir, à savoir la société qui leur sera laissée. Il mentionne notamment les conditions climatiques, les conditions économiques ainsi que les inégalités et l'égalité des chances. Il précise que ces éléments constituent, selon son expérience personnelle, des préoccupations majeures chez les jeunes de son entourage.

Une députée (Ve) interroge ensuite les intervenants sur les invites de la M 3135 et demande si ceux-ci souhaitent se prononcer sur la manière dont elles leur correspondent. Elle relève que des compléments ont déjà été évoqués, mais souhaite un positionnement plus explicite sur les invites de la motion.

M. Martins indique que, concernant la première invite, la présidence et le Conseil de la jeunesse n'ont aucune réserve. Il précise que la deuxième invite correspond à des éléments déjà mis en place. S'agissant de la troisième invite relative aux médias et aux images, il estime qu'un renforcement est nécessaire, plusieurs témoignages faisant état de lacunes dans ce cours. Il indique ensuite que la quatrième invite ne suscite pas de réserve. La cinquième correspond, selon lui, à des pratiques déjà existantes. Pour la sixième invite, il précise qu'au niveau de son cycle d'orientation un référent existait déjà en la personne du doyen, en lien avec les conseils d'établissement, et que cela se fait également. Enfin, il indique que la dernière invite n'a pas fait l'objet d'une prise de position.

La vice-présidente remercie les intervenants, souligne le plaisir de la rencontre et indique que la commission se réjouit de les inviter à une autre occasion, en les remerciant de leur disponibilité malgré un délai de réponse très court.

Discussion interne

Un député (MCG) précise, pour la compréhension de la commission, qu'il distingue bien le Conseil de la jeunesse et le Parlement des jeunes. Il indique simplement que les trois auditionnés ont été participants au Parlement des jeunes et qu'ils étaient particulièrement bons. Il ajoute qu'il était lui-même présent et qu'il a constaté un niveau de débat élevé, ce qui l'a surpris.

La vice-présidente indique que la commission ne procèdera pas de suite au vote. Elle relève que plusieurs propositions et pistes ont été évoquées au cours de la séance, lesquelles pourraient éventuellement nourrir de futurs amendements. Elle précise que ces éléments sont laissés à la réflexion.

Séance du 6 mai 2026 – Vote de la motion

La présidente demande si la commission est prête à voter la M 3135. Elle rappelle que, lors de la dernière séance, un large exposé des mesures déjà mises en œuvre par le DIP a été présenté. Elle précise que la commission a également reçu des éléments complémentaires relatifs au coût de la mesure consistant à doter les établissements d'un référent citoyenneté. Elle indique qu'un montant supplémentaire de 606 348 francs serait nécessaire pour la mise en œuvre de cette motion, si elle devait être acceptée.

Vote

La présidente met aux voix l'ensemble de la M 3135 :

Oui :	8 (3 S, 2 Ve, 2 MCG, 1 LC)
Non :	7 (1 LJS, 4 PLR, 2 UDC)
Abstentions :	—
<i>La M 3135 est acceptée.</i>	

Date de dépôt : 29 mai 2026

RAPPORT DE LA MINORITÉ

Rapport de Christo Ivanov

La motion M 3135 déposée par le groupe du Centre demande, je cite : Pour une éducation à la citoyenneté vivante et participative à l'école.

La 1^{re} invite demande une stratégie cantonale en renforçant l'éducation à la citoyenneté dans l'enseignement primaire ainsi qu'au cycle d'orientation (secondaire I et II).

La 2^e invite demande de garantir que l'histoire suisse et l'histoire genevoise soient enseignées tout au long de la scolarité obligatoire.

La 3^e invite demande de doter chaque établissement d'un référent citoyenneté parmi le corps enseignant en lien avec la direction et les équipes éducatives.

La 4^e invite propose la mise en place d'une évaluation périodique des élèves sur leur compréhension de la démocratie suisse.

Au niveau du DIP, un document-cadre existe depuis 2024 et a été mis en ligne. La motion a raison sur ce point : les jeunes votent moins que la population en général.

Or, les institutions politiques sont inscrites au programme des 7P et des 8P avec un travail sous l'angle de la proximité avec la commune et le canton.

En 9P, sont abordés l'Etat fédéral, les trois pouvoirs ainsi que, notamment, les droits fondamentaux.

L'enseignement à la citoyenneté s'articule autour des thèmes généraux, mais aussi de thèmes plus précis. L'enjeu est également le développement de l'esprit critique. Ceci est traité de manière transversale par le DIP : notamment au cours d'histoire et de géographie les thématiques sont traitées dans le cadre de la formation générale au vivre ensemble et dans des activités menées en collaboration avec des institutions et la chancellerie, par exemple avec CinéCivic.

Il existe un matériel dédié ainsi que des séances pédagogiques réalisées en collaboration avec la chancellerie, notamment dans le cadre du projet « Institutions 3D » ou encore du « GE de lois ».

L'histoire suisse et l'histoire de Genève font partie du programme de l'école primaire et du CO. En 10P, il y a des thématiques telles que : 1848 : naissance de la Suisse moderne et construire l'identité de la Suisse moderne. Egalement en 10P, l'épisode de l'Escalade est enseigné dans le cadre des réformes religieuses du XVI^e siècle. Un support « Un monde en fête » a été élaboré en coordination avec une édition externe. Ce support permet d'étudier plusieurs fêtes civiles et religieuses, notamment la Fête nationale, le Jeûne Genevois, l'Escalade ou le Jour de la Réformation.

De nombreux débats avec Genève Débat dans le cadre du festival Explore Demain sont régulièrement organisés avec des expériences de citoyenneté proposées aussi aux apprentis. Il y a également des débats et des formations à l'école de culture générale et aux autres collèges et écoles supérieures.

Un jeu a même été élaboré par Avenir Suisse intitulé : Democratia. Ce jeu peut être téléchargé sur internet et permet à de nombreux élèves de le tester.

Il existe donc une stratégie cantonale portée par le DIP visant le renforcement de l'éducation à la citoyenneté. Les quatre invites sont déjà réalisées par le DIP.

Cette motion est donc devenue obsolète et la minorité de la commission de l'enseignement, de l'éducation, de la culture et du sport vous demande de refuser cette proposition de motion.